

## SUISSE : Catégorie 1

---

La Suisse est principalement un pays de destination et, dans une moindre mesure, un pays de transit pour les femmes et les enfants victimes de la traite sexuelle et les hommes, femmes et enfants victimes du travail forcé, dont ceux contraints à la mendicité et aux activités criminelles. Les victimes de la traite sont essentiellement originaires d'Europe centrale et de l'Est – en particulier la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie – bien que certaines proviennent également du Brésil, du Cameroun, de la Chine, de la République dominicaine, du Nigeria et de la Thaïlande. Le travail forcé se pratique dans le secteur de la domesticité et dans ceux de l'agriculture, de la restauration, du bâtiment et du tourisme. Durant la période visée par le rapport, des personnes transgenres d'origine thaïlandaise ont été victimes de la traite sexuelle à l'intérieur du pays.

Le gouvernement suisse satisfait intégralement aux normes minimales visant l'élimination de la traite des personnes. Au cours de la période visée par le rapport, le gouvernement a été le co-organisateur de plusieurs campagnes de sensibilisation, a fourni une formation à des responsables des forces de l'ordre, alloué 400 000 francs suisses (417 000 dollars des États-Unis) pour financer des ONG et une ONG soutenue par l'État a participé au plus grand nombre d'affaires de traite des personnes de son histoire. Les autorités ont également continué à poursuivre en justice et condamner des trafiquants du sexe mais les interventions des forces de l'ordre n'ont pas ciblé autant la traite des travailleurs et de nombreux trafiquants condamnés n'ont pas été frappés de peines d'emprisonnement à la mesure du crime commis. Les autorités n'ont pas systématiquement identifié ni protégé les victimes faisant partie de groupes vulnérables, en particulier les demandeurs d'asile et les victimes de la traite des travailleurs. Selon des ONG, quelques victimes ont été parfois pénalisées pour des actes commis en conséquence directe de leur situation de victime de la traite des personnes, une situation qui, toutefois, était antérieure à leur identification en tant que victimes. Durant la période visé par le rapport, les pouvoirs publics n'ont pas terminé l'élaboration d'un nouveau plan d'action national.

**RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DE LA SUISSE :**

Augmenter le nombre de trafiquants condamnés qui reçoivent des peines à la mesure de la gravité du crime ; élargir la formation aux lois sur la traite des travailleurs et l'application de celles-ci, dont les lois sur la mendicité et les activités criminelles exercées sous la contrainte ; parachever et exécuter un plan d'action national à jour ; intensifier les efforts pour fournir des soins spécialisés aux victimes de la traite qui demandent l'asile ; intensifier les services précisément liés à la traite qui sont fournis aux enfants et aux hommes victimes ; poursuivre les efforts visant à identifier et soutenir les victimes de travail forcé ; améliorer la collecte et le recueil des données portant sur l'application des lois et l'assistance aux victimes ; enfin, continuer de sensibiliser le public à la traite des personnes.

### POURSUITES JUDICIAIRES

Le gouvernement a poursuivi ses efforts de répression. En vertu des articles 182 et 195 de son code pénal, la Suisse interdit toutes les formes de traite, les sanctions allant jusqu'à 20 ans de prison, ce qui est à la mesure des peines prescrites pour d'autres infractions graves, dont le viol. En 2015, les autorités ont enquêté sur 306 affaires de traite des personnes contre 300 en 2014. Les autorités ont engagé des poursuites contre 46 prévenus en vertu de l'article 182 et 50 prévenus en vertu de l'article 195 en 2014 – dernière année pour laquelle des données publiques complètes étaient disponibles – contre 51 prévenus en vertu de l'article 182 et 77 en vertu de l'article 195 en 2013. En 2014, les autorités ont fait état de 15 condamnations en vertu de l'article 182 et de 26 condamnations en vertu de l'article 195, par rapport à 12 et 21, respectivement, en 2013. Certains trafiquants ont été condamnés en vertu de l'article 182 aussi bien que de l'article 195. Seuls 11 des 41 trafiquants condamnés ont été frappés d'une peine d'emprisonnement en 2014, la période d'incarcération allant de 182 jours à 14 ans. Les pouvoirs publics n'ont pas ventilé les données sur les efforts de répression entre la traite sexuelle et le travail forcé mais, à ce jour, les responsables du gouvernement suisse n'ont pu confirmer que deux condamnations pour le travail forcé, ce qui constitue une preuve d'efforts probablement insuffisants pour lutter contre cette catégorie d'infraction, surtout si on la confronte au nombre croissant de victimes de travail forcé qui reçoivent l'aide d'ONG. En 2015, les autorités ont dispensé une formation à des responsables des forces de l'ordre concernant les procédures d'enquêtes sur les affaires de traite des personnes et l'identification des victimes et organisé des séminaires de formation et

de sensibilisation à l'intention des personnels traitant les demandes d'asile afin d'améliorer les pratiques d'identification des victimes au sein des groupes de migrants et de réfugiés. De plus, un tribunal fédéral a assuré la toute première formation judiciaire du pays qui a bénéficié à 60 fonctionnaires. Les pouvoirs publics n'ont pas signalé d'enquêtes, de poursuites ou de condamnations de fonctionnaires pour complicité dans des infractions liées à la traite.

## PROTECTION

Le gouvernement a amélioré ses efforts de protection des victimes. Les victimes de la traite des personnes ont eu droit à un refuge, à une aide médicale gratuite, à des allocations de subsistance et à un accompagnement psychologique, social et juridique fourni par les centres d'assistance aux victimes financés par l'État. Trois ONG soutenues par l'État ont ouvert des refuges spécialisés pour les femmes victimes ; un des refuges a ouvert ses portes en juin 2015 et proposait aussi des services aux enfants et hommes victimes. Les autorités ont placé les hommes victimes dans des centres d'accueil, des hôtels ou des refuges gérés par des ONG et réservés aux hommes. Plusieurs cantons comptaient des centres de conseils psychosociaux pour les hommes victimes de violence, dont la traite des personnes, mais aucun de ces établissements ne fournissait de services spécialisés aux victimes de la traite. En 2015, les autorités fédérales ont affecté 400 000 francs suisses (410 000 dollars des États-Unis) aux ONG du pays consacrées à la lutte contre la traite.

Une ONG de renom a indiqué avoir prêté son concours dans 229 affaires de traite en 2015, soit le plus grand nombre de cas par rapport à 2014, où 226 personnes ont bénéficié de cette aide. Trente-sept des 57 victimes nouvellement identifiées en 2015 ont collaboré à des enquêtes ou des poursuites engagées durant l'année, contre 45 des 64 victimes identifiées en 2014. Les Offices de l'immigration des cantons ont accordé un délai de réflexion de trois mois à 25 victimes, pour leur permettre de décider si elles souhaitaient participer aux enquêtes. Par ailleurs, ils ont délivré 54 permis de séjour provisoires à des victimes pour la durée des procédures judiciaires contre les auteurs de leur traite en 2015, contre 25 délais de réflexion et 52 permis de séjour provisoires en 2014. Les pouvoirs publics ont également accordé à 15 victimes de la traite des personnes des permis de séjour à

long terme sur la base de difficultés personnelles, ce qui représente une diminution par rapport aux 19 victimes concernées par cette aide en 2014. Vingt-huit victimes ont reçu des réparations monétaires de leurs trafiquants après le prononcé de la condamnation. Des ONG ont exprimé leur préoccupation quant à la difficulté persistante que connaissent les victimes pour obtenir une protection et des permis de séjour sur la base des difficultés personnelles sans l'aide d'un juge, une situation qui a occasionné des difficultés particulières aux victimes qui n'étaient pas prêtes à témoigner contre les trafiquants. Certains observateurs ont signalé que l'identification de victimes parmi les groupes vulnérables, particulièrement les demandeurs d'asile et les victimes de la traite des personnes, continuait de poser problème. Des ONG ont signalé que les victimes étaient parfois pénalisées pour des actes illégaux commis en conséquence directe de leur situation de victimes de la traite des personnes, bien que cette situation soit antérieure à leur identification en tant que victime.

## PRÉVENTION

Le gouvernement a continué de mener des activités de prévention. Une cellule spécialisée au sein de la police fédérale a coordonné les efforts déployés à travers le pays, dont les politiques contre la traite des personnes, les échanges d'information, la coopération et la formation. Cette cellule a organisé la deuxième réunion du pays qui rassemble les chefs des tables rondes cantonales consacrées à la traite des personnes et ayant pour objet d'échanger des informations et des pratiques optimales. Le plan d'action national suisse a pris fin en 2014 et le gouvernement n'a pas achevé ni mis en œuvre un nouveau plan d'action national au cours de la période visée par le rapport. En octobre 2015, le gouvernement a participé à l'organisation et au financement de plusieurs manifestations de sensibilisation en collaboration avec des ONG. Toujours en octobre, la ville de Zurich a pris une nouvelle loi qui fait passer de 10 à quatre le nombre d'heures durant lesquelles les personnes s'adonnant à la prostitution de rue peuvent solliciter des clients, une initiative visant à réduire le nombre de clients dans cette zone et à accroître la protection des personnes s'adonnant à la prostitution. Toutefois, des ONG ont signalé que l'initiative et d'autres efforts apparentés visant à limiter la prostitution dans la rue ont eu des effets défavorables sur la protection et l'identification des victimes en poussant la prostitution de rue vers la clandestinité.

En novembre 2015, le gouvernement a apporté son soutien au lancement par l'OSCE d'un livret en français pour empêcher l'exploitation des employés de maison dans les résidences de diplomates. Des agents de la police fédérale affectés à la cellule de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants ont participé à plusieurs conférences internationales sur le pédotourisme sexuel et ont contribué à la production d'un documentaire à ce sujet, qui a été diffusé par la chaîne de télévision publique en juin 2015. Les autorités ont continué de réglementer l'emploi de domestiques dans les résidences de diplomates, et notamment à surveiller le salaire et les conditions de travail des employés de maison. Le gouvernement a dispensé des formations en matière de lutte contre la traite des personnes à son personnel diplomatique.